



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTAL MARKETING FRANCE

Direction Réseau-Dpt Dével Const Mainten
562 avenue du Parc de l'Ile
92000 Nanterre

Références : 24-783
Code AIOT : 0005206450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement TOTAL MARKETING FRANCE implanté 195 avenue du Haut-Lévêque 33600 Pessac. L'inspection a été annoncée le 03/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à la demande, par l'exploitant, de l'arrêt de la surveillance des eaux souterraines du site prescrite par arrêté préfectoral complémentaire du 20 avril 2004.

Un arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport d'inspection afin d'encadrer le maintien en état des piézomètres présents sur site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL MARKETING FRANCE
- 195 avenue du Haut-Lévêque 33600 Pessac
- Code AIOT : 0005206450
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une station-service classée, sous le régime de la déclaration, au titre des rubriques 1413, 1414 et 1435 de la nomenclature des installations classées. pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Installations électriques partie GNC	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.8.	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
19	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 3 et 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5.	Sans objet
2	Contrôle périodique 1413	Arrêté Ministériel du 07/01/2003, article I > 1.1.2.	Sans objet
3	Contrôle périodique 1414	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article I > 1.1.2.	Sans objet
4	Contrôle périodique 1435	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.	Sans objet
5	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.5.	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.	Sans objet
8	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/04/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article I > 3.4.	
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.	Sans objet
10	Absorbant	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.	Sans objet
11	Moyens de lutte incendie - extincteurs	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.	Sans objet
13	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.	Sans objet
15	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.3.	Sans objet
16	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10	Sans objet
17	Aires de dépotage ou de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.	Sans objet
18	Contrôles des circuits	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation, un affichage du mode opératoire au niveau du poste de chargement (dépotage) et procéder à la vérification initiale de la zone GNC (Gaz Naturel Comprimé).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de liquides inflammables
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.- présence d'un registre des entrées et sorties de liquides inflammables.
Constats :

L'exploitant a indiqué que le volume annuel de carburant délivré, pour l'année 2023, est de 10 828 m3 ce qui est nettement inférieur au seuil de l'enregistrement (20 000 m3).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique 1413

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/01/2003, article I > 1.1.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

« Les installations sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. »

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Documents consultés :

- rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1413, en date du 30 mars 2023, de la société Tokheim Services France SAS,
- rapport final suite contre visite, en date du 27 juin 2023, de la société Tokheim Services France SAS.

Le rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1413 indique que l'installation fait l'objet d'une non-conformité majeure et d'une autre non-conformité (ANC).

Le rapport final, dite de contre visite, indique quant à lui que la non-conformité majeure a été soldée.

En ce qui concerne l'ANC, elle concernait l'absence des prescriptions générales dans le dossier de l'installation.

Par mail du 24 octobre 2024, l'exploitant a transmis l'arrêté ministériel relatif à son installation.

Nota : l'exploitant intègre cet arrêté ministériel à son dossier de l'installation tenu à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique 1414

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations déclarées après le 1er octobre 1998 au titre de la rubrique n°1414-3 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1414-3, en date du 30 mars 2023, de la société Tokheim Services France SAS, • procédure réagir en cas d'urgence, • calendrier de l'entretien courant, • manuel station mandataires - édition 2018, • guide spécification générale des arrêts et coupures d'urgence - station service (hors GNV, GNV, GNC, photovoltaïque et recharge électrique) • rapport visite d'entretien préventif et de sécurité sur les station GPLc en date du 29 juillet 2022, de la société TSG, • rapport visite d'entretien préventif et de sécurité sur les station GPLc, en date du 3 juillet 2023, de la société TSG, • rapport visite d'entretien préventif et de sécurité sur les station GPLc, en date du 5 juin 2024, de la société TSG. <p>Le rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1414 indique que l'installation fait l'objet de 5 autres non-conformités.</p> <p>En ce qui concerne la première ANC, elle concernait l'absence des prescriptions générales dans le dossier de l'installation. Par mail du 24 octobre 2024, l'exploitant a transmis l'arrêté ministériel relatif à son installation.</p>

Nota : il conviendra que l'exploitant intègre l'arrêté ministériel dans le dossier de son installation.

Concernant les 3 ANC suivantes, elles étaient relatives aux consignes d'exploitation. L'exploitant a transmis par mail, du 24 octobre 2024, les différentes consignes d'exploitation.

Nota : ces consignes doivent rester accessibles, de manière pérenne, au personnel exploitant la station-service.

Enfin, la cinquième ANC concernait l'absence de la présence des rapports d'entretien.

Par mail du 24 octobre 2024, l'exploitant a transmis les rapports d'entretien pour les années 2022, 2023 et 2024. Ces rapports ne mentionnent aucune observation.

Nota : l'exploitant veillera à que ces rapports puissent être présentés à l'organisme agréé à l'occasion de sa visite dans le cadre du contrôle périodique obligatoire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle périodique 1435

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme :

"objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier.

Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Documents consultés :

- rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1435, en date du 30 mars 2023, de la société Tokheim Services France SAS,

- certificat de la société CSTB mandatée par AFNOR Certification et accréditée COFRAC, pour le séparateur de boues et liquides légers et séparateurs de graisses,
- certificat pose pare flamme de la société SIREMS Service en date du 28 février 2023.

Le rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1435 indique que l'installation fait l'objet de 3 ANC (autre non-conformité).

En ce qui concerne les 3 ANC celles-ci concernaient l'absence des prescriptions générales dans le dossier de l'installation, la non présentation du justificatif de conformité à la norme EN 12874 de janvier 2001, et la non présentation de l'attestation de conformité du décanteur-séparateur.

Par mail du 24 octobre 2024, l'exploitant a transmis l'arrêté ministériel relatif à son installation, le certificat de la société SIREMS pour la pose pare flamme pour l'évent du carburant E85 et le certificat du CSTB, mandaté par l'AFNOR et accrédité COFRAC, pour le séparateur à hydrocarbures.

Nota : l'exploitant intègre ces éléments au dossier de l'installation afin qu'ils soient disponibles à la consultation de l'organisme agréé, lors du prochain contrôle périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats :

Un accès permettant l'intervention des services d'incendie et de secours est présent sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

Documents consultés :

- Rapport dit "Quadriennal" de vérification périodique des installations électriques, en date du 12 mars 2024, de la société Bureau Veritas,
- Compte rendu de vérification périodique Q18, en date du 12 mars 2024, de la société Bureau Veritas,
- Liste récapitulative des corrections apportées aux observations du rapport quadriennal, en date du 12 mars 2024.

Le rapport des installations électriques, ayant pour référence 8769714/723.5.1.R en date du 12 mars 2024, a fait l'objet de 4 observations.

L'exploitant a fourni un document récapitulatif indiquant que les 4 observations ont été corrigées, le 22 juillet 2024 pour les observations 1,3 et 4 et le 18 septembre 2024 pour l'observation numéro 2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques partie GNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.

Thème(s) : Risques accidentels, GNC

Prescription contrôlée :**Annexe I, point 2.7A de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Annexe I, point 3.6 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003 :

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.

Constats :

Documents consultés :

- Rapport dit "Quadriennal" de vérification périodique des installations électriques, en date du 12 mars 2024, de la société Bureau Veritas,
- Compte rendu de vérification périodique Q18, en date du 12 mars 2024, de la société Bureau Veritas,
- Liste récapitulative des corrections apportées aux observations du rapport quadriennal, en date du 12 mars 2024.

Le rapport des installations électriques, ayant pour référence 8769714/723.5.1.R en date du 12 mars 2024, indique page 7/35 que la zone GNC doit faire l'objet d'une visite initiale.

L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir le rapport de visite initiale relatif à la zone GNC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède, le cas échéant, à la visite initiale de la zone GNC et transmet le rapport des installations électriques relatif à cette zone.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

Les aires de distribution et de dépotage de la station-service sont maintenues en bon état de propreté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Annexe I, point 4.2 :

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure

pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;

Annexe IV :

Les dispositions des annexes I, II et III du présent arrêté sont applicables aux installations existantes précédemment déclarées ou autorisées après le 4 août 2003 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées, au lendemain de sa date de publication, à l'exception :

- des points 2.1.A (sauf premier alinéa), 2.1.B, 2.1.D et 6.1 qui font l'objet de modalités d'application explicitées dans ces points ;
- du premier alinéa du point 2.1 et « de l'alinéa 2 » du point 4.2 qui ne sont pas applicables à ces installations.

Les dispositions des annexes I, II, III et IV du présent arrêté sont applicables aux installations précédemment déclarées ou autorisées avant le 4 août 2003 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées, au lendemain de sa date de publication, à l'exception :

- des points 2.1.A, 2.1.B, 2.1.D, 4.9.3 et 6.1 qui font l'objet de modalités d'application explicitées dans ces points ;
- des points 2.4.1 (alinéas 3 et suivants), 2.12 (premier alinéa) et « 4.2 (alinéa 2) » qui ne sont pas applicables aux installations déclarées ou autorisées avant le 4 août 2003.

Constats :

La présente installation, d'après les documents consultés, existe au moins depuis les années 1990.

Par conséquent, ce point de l'arrêté ministériel, conformément à son annexe IV, n'est pas applicable à l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Absorbant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Absorbant

Prescription contrôlée :

Annexe I, point 4.2 :

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :[...]

- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; [...].

Constats :

L'installation est équipée de plusieurs réserves d'absorbant contenant chacun les moyens

nécessaires à sa mise en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte incendie - extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs et extinction automatique

Prescription contrôlée :

Annexe I, point 4.2 :

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :[...]

- Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. [...].

Constats :

L'inspection a vérifié, par sondage, la présence de la mention de la vérification (étiquette sur l'appareil), de quatre extincteurs et de deux dispositifs d'extinctions automatiques.

Ces moyens ont été vérifiés d'après les étiquettes présentes, le 8 octobre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.8.

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :- les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution. En particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, les modes opératoires n'étaient pas présents au niveau du poste de chargement des cuves (dépotage).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en place un affichage du mode opératoire au niveau du poste de chargement (dépotage) sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : - d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;
Constats : Document consulté : - opérations de maintenance préventive 2024. Lors de la visite d'inspection du 28 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux dispositifs d'arrêt d'urgence présents à proximité des distributeurs de carburants (GNC, GPL et carburants classiques). D'après les document fournis, un test de bon fonctionnement de ces dispositifs a été réalisé par l'exploitant, le 12 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : [...] - d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.
Constats : D'après les informations fournies par l'exploitant, la station service, pour une partie, fonctionne

en libre-service sans surveillance en dehors des heures de présence du gérant (6h-22h) ou de son personnel, pendant la nuit notamment (fonctionnement 24h/24h et 7/7j).

Lors de la visite d'inspection du 28 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la station service, dans le cadre de son fonctionnement en mode libre service sans surveillance, ne dispose pas de dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.

Ce point est non conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation **sous un délai de 3 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte

Prescription contrôlée :

Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou éliminés dans une installation dûment autorisée.

[...]

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution ou de façon à ce qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci. [...].

Constats :

Documents consultés :

- Bon de travail de la société SEPS, de numéro 23-SHY-103374, maintenance séparateur à hydrocarbures en date du 28 août 2023,
- Bon de travail de la société SEPS, de numéro 24-SHY-111021, maintenance séparateur à hydrocarbures en date du 8 février 2024,
- Bon de travail de la société SEPS, de numéro 23-SHY-104802, maintenance séparateur à hydrocarbures en date du 24 janvier 2023,

Le site dispose de trois séparateurs à hydrocarbures d'après les informations fournies. Ces

séparateurs à hydrocarbures sont munies d'obturateurs automatiques.

L'inspection des installations classées (IIC) a vérifié par sondage sur le terrain la distance entre certaines bouches d'égout a priori non reliées au séparateur (l'IIC n'ayant pas vérifié ce lien via le plan des réseaux) et la paroi des appareils de distribution : cette distance n'a pas été estimée inférieure à 5m sans être précisément mesurée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Prescription contrôlée :

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Constats :

Documents consultés :

- Compte rendu d'intervention (C.R.I) maintenance recyclage d'eau - lavage, en date du 4 août 2023, de la société HES (Hydro-Europe-Service),
- Compte rendu d'intervention (C.R.I) maintenance recyclage d'eau - lavage, en date du 13 février 2024, de la société HES (Hydro-Europe-Service),
- Compte rendu d'intervention (C.R.I) maintenance recyclage d'eau - lavage, en date du 11 juillet 2023, de la société HES (Hydro-Europe-Service),
- Compte rendu d'intervention (C.R.I) maintenance recyclage d'eau - lavage, en date du 8 juin 2023, de la société HES (Hydro-Europe-Service),
- Compte rendu d'intervention (C.R.I) maintenance recyclage d'eau - lavage, en date du 17 mai 2023, de la société HES (Hydro-Europe-Service),
- Compte rendu d'intervention (C.R.I) maintenance recyclage d'eau - lavage, en date du 6 novembre 2023, de la société HES (Hydro-Europe-Service),
- Compte rendu d'intervention (C.R.I) maintenance recyclage d'eau - lavage, en date du 30 octobre 2023, de la société HES (Hydro-Europe-Service),
- Bon de travail de la société SEPS, de numéro 23-SHY-103374, maintenance séparateur à hydrocarbures en date du 28 août 2023,
- Bon de travail de la société SEPS, de numéro 24-SHY-111021, maintenance séparateur à hydrocarbures en date du 8 février 2024,

- Bon de travail de la société SEPS, de numéro 23-SHY-104802, maintenance séparateur à hydrocarbures en date du 24 janvier 2023.

Les 3 décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures ont fait l'objet de curages réguliers d'après les éléments fournis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Aires de dépotage ou de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.

Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépotage ou de distribution

Prescription contrôlée :

Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Constats :

Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté de fissures ou de défaut d'étanchéité sur ces aires.

Nota : lors de la visite d'inspection, il a été constaté que deux bouches de carburants, E85 et SP 95, ainsi qu'un muret ont été abîmés suite à un accident avec un camion. Une des conséquences est que les 2 bouches n'étaient plus correctement orientées.

L'exploitant a indiqué qu'aucune fuite n'a été décelée et que la réparation de la zone de dépotage est en cours de commande (prise en charge par l'assurance du poids-lourd ayant engendré les dégâts).

Il est attendu de l'exploitant que ces éléments soient transmis à l'inspection des installations classées et qu'elle soit informée de la fin des travaux de réparation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments attestant notamment de l'absence de fuite en surface et en sous-sol et l'informe de la fin des travaux de réparation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Contrôles des circuits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des circuits
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation. - présentation des registres de déclaration d'élimination des déchets et des bordereaux de suivi.
Constats : Documents consultés : <ul style="list-style-type: none"> • Bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20230511-OND28SQ3K, • Bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20230516-DR18869CX, • Bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20230907-BWR4A19ZC, • Bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20231128-XQQMNH2ZS, • Bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20240411-20KC53JPR (BSD-20240126-BCD4R4NBJ), • Bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20240411-EAZD1ZH8V (BSD-20240126-DSZ4KW2PG), • Registre suivi des déchets 2022. <p>L'exploitant a fourni les récépissés TrackDéchets des bordereaux de suivi de déchets pour les déchets en provenance des décanteurs-séparateurs à hydrocarbures pour les années 2023 et 2024.</p> <p>Le consultation des bordereaux de suivi de déchets n'apporte pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 3 et 8
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des ouvrages
Prescription contrôlée : Article 3 : Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau. [...] Article 8 : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un

parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 28 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constatée les éléments suivants :

Piézomètres	Identification présente	Dispositifs de sécurité	Capot de fermeture (bouchon)	Plaque métallique de protection extérieure	Niveau haut de la nappe (en mètres)	Fonde de nappe (en mètres)
PZB	OUI	OUI	OUI	Bon état	2,32	6
PZE	NON	OUI	OUI	Bon état	2,47	6,6
PZA	OUI	OUI	OUI	Légèrement tordue	2,84	5 , 4 (problème de profondeur)
PZD	NON	NON	OUI	Bon état	2,23	9

Les piézomètres présents sur site sont globalement en bon état. Néanmoins, l'une des plaques métallique de protection extérieure, se trouvant au niveau de la chaussée, a semble-t-il été déformée et fêlée par le passage des poids-lourds. L'opérateur mandaté par l'exploitant a eu quelques difficultés à l'ouvrir.

En ce qui concerne l'identification prévue, les piézomètres, pour une partie, étaient identifiés par leur appellation interne (PZB, PZA...) et, pour l'autre partie, ne possédaient pas d'identification. L'arrêté susmentionné précise que les piézomètres doivent être identifiés par une plaque

mentionnant les références du récépissé de déclaration.

En outre, un piézomètre ne possède pas de dispositif (vis 6 pans avec une pointe au milieu) de sécurité, mais une simple plaque métallique ouvrable à l'aide d'un levier.

Pour terminer, l'un des piézomètres semble obstrué, car la profondeur atteinte par la sonde n'est pas celle attendue d'après les éléments du dossier.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport d'inspection afin d'encadrer l'entretien des piézomètres dans le temps, car ces derniers vont être laissés en place après l'arrêt de la surveillance des eaux souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les mesures nécessaires afin de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois